

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Nations
unies/UNESCO/Prix «Félix
Houphouët-Boigny pour la
recherche de la paix» - Syrie - Mali -
G5 Sahel
(Paris, 27 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Nations unies - UNESCO - Prix «Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix»
(Paris, 27 juin 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, prendra la parole aujourd'hui à l'UNESCO à l'occasion de la remise du prix «Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix», décerné à Mme Giuseppina Nicolini, ancienne maire de la ville de Lampedusa, et à l'ONG SOS Méditerranée, pour leurs efforts en faveur de l'assistance et de l'accueil aux réfugiés et aux migrants.

Ce déplacement du ministre lui permettra de signaler l'attachement de la France à l'UNESCO, compte tenu de la place essentielle de l'éducation et de la culture dans la réalisation de l'objectif de paix commun aux Nations unies. Il sera également l'occasion d'honorer une grande figure du développement et de la paix en Afrique, Félix Houphouët-Boigny, et de souligner l'attention que la France porte à la nécessaire solidarité avec les populations réfugiées.

M. Jean-Yves Le Drian recevra ensuite au Quai d'Orsay une délégation des équipes et des États membres de l'UNESCO, en présence de Mme Audrey Azoulay, candidate de la France au poste de directeur général.

Le prix «Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix» a été créé en 1989 afin de rendre hommage aux personnes vivantes, institutions ou organismes publics ou privés en activité ayant contribué de manière significative à la promotion, à la recherche, à la sauvegarde ou au maintien de la paix, dans le respect de la charte des Nations unies et de l'acte constitutif de l'UNESCO.

Le parrain de ce prix, M. Abdou Diouf, ancien président de la République du Sénégal, ainsi que son protecteur, M. Henri Konan Bédié, ancien président de la République de Côte d'Ivoire, participeront également à cet événement.

2 - Syrie

Q - Vu que la ligne rouge française en Syrie est l'utilisation des armes chimiques, avez-vous des indications comme les États-Unis sur des préparatifs en vue d'une attaque chimique ?

R - Comme le président de la République l'a rappelé dans l'entretien qu'il a accordé à huit quotidiens européens le 22 juin, l'utilisation des armes chimiques en Syrie constitue une ligne rouge pour la France. Cette question est essentielle dans nos discussions avec nos partenaires et les acteurs internationaux concernés.

Nous restons pleinement mobilisés pour la défense du régime de non-prolifération des armes chimiques, qui interdit en particulier l'emploi de telles armes. La France s'engage aussi pleinement pour que les responsables de ces attaques soient sanctionnés.

Q - Entre qui estimez-vous qu'une transition politique négociée devrait se tenir en Syrie ?

R - Le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies définissent les termes de référence d'une transition politique négociée, sur lesquels la communauté internationale s'est accordée pour mettre fin au conflit en Syrie.

Les négociations qui se tiennent à Genève entre les parties syriennes sous l'égide de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, ont pour objectif d'y parvenir. La France leur apporte tout son soutien.

Cette transition est indispensable pour stabiliser la Syrie et lutter efficacement contre le terrorisme.

3 - Mali

Q - Depuis l'intervention française au Mali combien d'aide publique au développement est-ce que la France a mobilisé pour ce pays et pouvez-vous détailler l'aide militaire que vous avez contribué aux forces de sécurité maliennes ?

R - La France est engagée aux côtés du Mali, tant dans le domaine de la sécurité qu'en matière d'appui au développement et au redémarrage économique.

Pour 2014-2018, nous avons programmé près de 500 millions d'euros d'aide au développement.

Nos projets concernent l'ensemble du territoire malien. Des programmes spécifiques ont été

déployés au Nord en appui à l'accord de paix. Nos actions se concentrent sur trois secteurs : infrastructures d'eau et énergie ; agriculture et développement rural ; services de base, en particulier santé et éducation.

Par ailleurs, la France a largement contribué à la formation et au conseil stratégique des forces armées maliennes, à travers la mission militaire de l'UE EUTM Mali lancée en 2013. S'agissant des détails de cette coopération, nous vous invitons à interroger le ministère des armées.

4 - G5 Sahel

Q - La France a porté le projet G5 Sahel à l'ONU. Pouvez-vous éclaircir comment cette mission sera financée ?

R - Les États qui composent la force conjointe du G5 Sahel assument leurs responsabilités. Un soutien doit leur être apporté par la communauté internationale, via des contributions volontaires des acteurs bilatéraux et multilatéraux.

La résolution 2359, adoptée à l'unanimité du conseil de sécurité des Nations unies et dont la France a pris l'initiative, le prévoit. Plusieurs partenaires ont déjà annoncé des contributions, dont l'Union européenne qui a annoncé un appui de 50 millions d'euros.

En ce qui concerne le soutien opérationnel que la France apportera à la force conjointe, nous vous invitons à interroger le ministère des armées./.